

LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 2 MARS 2015

SOMMAIRE

- 1) Indulgence pour...
- 2) Kif-kif !
- 3) Ils n'en veulent plus
- 4) Le PS mourant ?!
- 5) Le pouvoir monte à la tête
- 6) Echange musclé...
- 7) La ligne mortifère de Valls
- 8) Point de vue...
- 9) Rencontre salutaire !



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Parti socialiste : les Français indulgents à l'égard des frondeurs



Arnaud Montebourg et Benoît Hamon, deux des « frondeurs » particulièrement appréciés des Français - SIPA ROMUALD MEIGNEUX

65% des personnes interrogées estiment « normal » que les frondeurs s'opposent au gouvernement. Arnaud Montebourg, Benoît Hamon et Martine Aubry sont les plus représentatifs du mouvement, selon un sondage Odoxa.

Alors que l'exécutif, dix jours après l'emploi du 49-3 pour faire passer la loi Macron, cherche à réunir sa majorité, un sondage vient indiquer que les Français sont loin de considérer les frondeurs comme des trublions nuisibles. Les députés frondeurs au sein du Parti socialiste recueillent 55% de bonnes opinions, 65% des Français jugeant « normal » qu'ils s'opposent au gouvernement et 70% estimant que le PS devrait « rappeler à François Hollande ses engagements de campagne », selon un sondage Odoxa publié dimanche dans Le Parisien.

A la question « quelle opinion avez vous des frondeurs, ces députés socialistes qui s'opposent à certaines décisions du gouvernement parce qu'ils ne les jugent pas assez à gauche ? », 55% des Français répondent qu'ils ont une « bonne » opinion et 45% une « mauvaise ».

Interrogés sur le fait qu'il soit « normal » ou non que les frondeurs « s'opposent à certaines décisions du gouvernement », 65% des sondés répondent par l'affirmative assurant qu'il faut avant tout qu'ils donnent leur avis sur les décisions prises ». Au contraire, 33% estiment « qu'il faut avant tout qu'ils soient solidaires des décisions prises ».

Pour 69%, ils ont « des convictions profondes », 59% les jugeant également « courageux » et 52% « proches des préoccupations des Français ».

Montebourg, Hamon et Martine Aubry en tête

Parallèlement 55% les jugent « juste comme il faut, ni trop ni pas assez à gauche », 29% « trop à gauche » et 14% « pas assez à gauche ».

70% des personnes interrogées estiment que le Parti socialiste devrait « rappeler à François Hollande ses engagements de campagne » contre 29% qui souhaitent qu'il soutienne le chef de l'Etat « dans sa politique actuelle ».

Parmi les personnalités socialistes représentant le mieux les idées des frondeurs, Arnaud Montebourg arrive en tête avec 41% des suffrages, Benoît Hamon le suit avec 29% juste devant Martine Aubry 27%.

L'enquête a été réalisée auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus de 1.003 personnes interrogées par internet les 26 et 27 février.

lesechos.fr

II) Départementales 2015 : l'UMP à égalité avec le FN à 29 %

Selon un sondage Ifop, le FN et l'UMP, associée à l'UDI, arrivent à égalité aux départementales des 22 et 29 mars, avec 29 % des voix, devant le PS.



Photo d'illustration. © Fred Dufour / AFP

source AFP

Le Front national et l'UMP associée à l'UDI arrivent à égalité aux élections départementales des 22 et 29 mars avec 29 % des voix devant le PS, 23 % selon un sondage Ifop pour Le Journal du dimanche. Selon ce sondage, les candidats d'Europe Écologie-Les Verts arrivent en quatrième position avec 10 %. Le Front de gauche obtient 9 % d'intention de vote. Par ailleurs, 57 % des Français ne comptent pas participer au premier tour des élections départementales le dimanche 22 mars, contre 43 % d'un avis opposé.

L'étude montre d'autre part que 50 % des ouvriers et 41 % des employés interrogés parmi les 989 personnes ayant participé au sondage souhaitent la victoire du FN alors que 17 % des ouvriers et 20 % des employés sont disposés à voter pour le PS. 14 % des ouvriers se disent prêts à voter pour le candidat de l'UMP et de l'UDI, le résultat atteint 18 % concernant les employés.

Le sondage a été réalisé en ligne du 25 au 27 février auprès d'un échantillon représentatif de la population française de 989 personnes, âgées de 18 ans et plus, inscrites sur les listes électorales, selon la méthode des quotas.

Un tiers des Français n'ont pas entendu parler des élections

Un sondage Odoxa réalisé pour i>Télé et publié samedi révèle par ailleurs qu'un tiers des Français n'ont aucune idée que des élections départementales se tiennent les 22 et 29 mars prochains, ni même ne savent en quoi elles consistent et à quoi elles servent.

Une ignorance que viennent moduler deux importantes variables, note l'institut de sondage : l'âge et le milieu social. Cette méconnaissance des départementales progresse en effet de façon mécanique avec la jeunesse : 9 % auprès des plus de 65 ans, 29 % auprès des 50-64 ans, 36 % auprès des 35-49 ans, 51 % auprès des 25-34 ans et 56 % auprès des 18-24 ans. Ainsi, c'est plus d'un jeune sur deux âgé de 25 à 34 ans qui n'a aucune idée de la tenue de ces élections.

De même, les ouvriers sont deux fois plus nombreux (57 %) par rapport aux cadres (28 %) à ne pas savoir que les départementales ont lieu le mois prochain. "Il faudrait un miracle pour que l'abstention aux prochaines élections départementales ne batte pas un record", analyse Odoxa à la vue de ces résultats.

lepoint.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Hollande, Sarkozy, ces deux candidats dont les Français ne veulent pas pour 2017



(Crédits : POOL)

latribune.fr

Les électeurs voulant voir François Hollande candidat en 2017 sont un peu plus nombreux qu'en novembre. Mais ils restent très minoritaires: 21%. Le score de Nicolas Sarkozy est identique

Seulement 21% des Français souhaitent que François Hollande se représente en 2017, mais ils sont deux fois plus qu'en novembre dernier, selon un sondage BVA pour Orange et iTELE diffusé samedi.

Ce score de 21% est en progression de 11 points par rapport au mois de novembre, confirmant le regain de popularité du chef de l'Etat depuis les attentats de janvier à Paris.

Cette progression est particulièrement spectaculaire parmi les sympathisants du PS (58% souhaitent que François Hollande se représente, contre 28% en novembre), souligne l'institut de sondage. Autre motif de satisfaction pour François Hollande, ce score de 21% est quasiment le même que celui obtenu par le président de l'UMP Nicolas Sarkozy la semaine dernière

77% des Français veulent un autre candidat

Au final, l'immense majorité des Français ne souhaitent donc ni la candidature de François Hollande (77%), ni celle de Nicolas Sarkozy (77%) en 2017.

Si l'actuel chef de l'Etat ne se représentait pas, Manuel Valls serait de très loin le candidat PS préféré des Français (51%, +5 par rapport à novembre), devant Martine Aubry (22%,-3) et

IV) Benoît Hamon : «Le PS ressemble à la défunte SFIO»

lefigaro.fr



Benoît Hamon: «C'est vrai, je pense que je me suis trompé». Crédits photo : © POOL New / Reuters/REUTERS

LE SCAN POLITIQUE - Après s'être farouchement opposé au projet de loi Macron, l'ex-ministre explique à Mediapart son positionnement politique à quelques mois d'un congrès du Parti socialiste qui s'annonce bouillant.

Passé de ministre à frondeur en à peine deux mois, Benoît Hamon s'est imposé comme l'une des figures de proue de l'aile gauche du PS. L'ancien ministre de l'éducation nationale, qui ne cesse de multiplier les attaques envers la politique économique du gouvernement depuis sa démission, s'exprime longuement dans un entretien accordé à Mediapart.

Interrogé sur l'absence de compromis au sein même du Parti socialiste au sujet de la loi Macron, Benoît Hamon réitère sa position et déplore que l'on s'adresse aux électeurs plus «comme à des consommateurs» que «des citoyens, des salariés ou des syndicalistes». Celui pour qui «ouvrir de nouveaux temples de la consommation n'est pas une priorité» en France, se montre caustique avec l'action gouvernementale. **«On peut appeler ça du pragmatisme. C'est un peu l'air du temps, il n'y aurait plus de solutions de gauche ou de droite mais des réponses efficaces ou inefficaces. Si c'est le cas, j'invite les partisans du pragmatisme à créer le parti pragmatique.**

Ce parti devrait selon leur raisonnement gagner toutes les élections», ironise-t-il.

«C'est vrai, je pense que je me suis trompé»

Le «frondeur» socialiste affirme également avoir eu tort en croyant que l'arrivée de Manuel Valls à la tête du gouvernement en mars dernier permettrait d'infléchir la politique économique du pays. «C'est vrai, je pense que je me suis trompé. Je pensais que Manuel Valls regarderait ces réalités en face, qu'il aurait la force de dire à Bruxelles qu'en période de crise nous avons besoin de protéger les Français», déclare-t-il. Sur le manque de volonté politique de construire un compromis, l'ancien ministre renvoie la balle dans le camp du chef du gouvernement. Pour lui, la loi Macron sous-tend en réalité une volonté de la part de Manuel Valls de se rapprocher du centre et l'utilisation du 49-3 se justifie comme un moyen «de ne pas condamner à l'échec le rassemblement auquel il a travaillé, c'est-à-dire, une alliance PS-UDI».

Pour lui, le manque de cohésion à gauche pourrait profiter au FN lors des prochaines départementales de mars. «Ce qui nourrit le FN, c'est l'impression que nous sommes résignés et impuissants, l'impression que nous faisons la même chose que nos prédécesseurs. Cette indifférenciation où l'on ne voit plus le clivage droite-gauche et que l'on assume presque au nom du pragmatisme, et que Marine Le Pen a baptisée «UMPS»».

L'ancien ministre, à qui l'on prête des ambitions en vue du prochain congrès du PS, à Poitiers, estime que le rôle du premier secrétaire du parti doit être de revaloriser le rassemblement et la victoire, mais aussi de peser sur le cours des politiques. «Après ce congrès, une chose est sûre: dès lors que le premier secrétaire est dépositaire du vote et de la parole des militants et des sympathisants socialistes, il doit pleinement faire partie du dispositif. Il doit organiser le rassemblement et la victoire, mais aussi peser sur le cours des politiques. Comme avant lui Lionel Jospin sous les gouvernements Mauroy puis Fabius et François Hollande sous le gouvernement Jospin avaient pesé». Et d'affirmer, «le PS est fragile et il ressemble beaucoup à la défunte SFIO quand il veut concilier des pratiques à droite avec des discours à gauche».

V) Départs et querelles ternissent Nouvelle Donne

Par Yannick Sanchez

En novembre 2013 apparaissait Nouvelle Donne. Quinze mois après, le jeune parti politique s'est lancé dans une campagne européenne et dépasse les 11 000 adhérents. Mais l'ambition première de renouveler la classe politique pâtit déjà des querelles internes inhérentes à la conquête du pouvoir.

Peut-on changer la politique par la politique ? Un parti peut-il s'affranchir des alliances politiciennes, déjouer les règles qui opèrent depuis des décennies et structurent la vie politique française et prendre le pouvoir ? Nouvelle Donne a officiellement vu le jour en novembre 2013 pour répondre à ces questions par l'affirmative. Quinze mois plus tard, fort de ses 11 000 adhérents et d'une campagne menée pour les européennes, Nouvelle Donne peine encore à émerger sur la scène politique française. Quelles sont les ambitions de ce parti ? Quelles idées y sont défendues et comment émergent-elles ? Comment les instances nationales sont-elles organisées ? S'interroger sur ces sujets, c'est tenter de savoir s'il est encore possible de faire de la politique autrement.

Il est 21 heures, mercredi 28 janvier 2015, un petit bar du cosu XIV^e arrondissement parisien accueille adhérents et sympathisants de Nouvelle Donne pour un débat sur « la lutte contre le chômage et la précarité en l'absence de croissance ». Un écran plat diffuse le quart de finale France-Slovénie des championnats du monde de handball. Dans la salle comble, personne ne semble prêter attention au match. Sur la scène improvisée, Jean-Marie Perbost, économiste et membre du parti, assure le show sous la forme d'un cours magistral combinant crise économique, progrès technique, chômage, horaires de travail, avenir de la société. Derrière l'universitaire en baskets et pull mauve aux couleurs du parti, une baie vitrée sur laquelle des personnes parmi son auditoire ont inscrit ce à quoi leur fait penser le mot « chômage ». « Licenciements, stress, délocalisation, peur, exclusion, variable d'ajustement, pression salariale » sont les quelques idées que l'on peut lire et à partir desquelles Jean-Marie Perbost organise son raisonnement.

« Je travaille dans le 95 à Garges-lès-Gonesse

avec une population qui est très différente d'ici et j'aimerais bien savoir ce que fait Nouvelle Donne dans ces quartiers où l'engagement politique est bas. » Une jeune femme dans la salle vient de poser une des questions auxquelles Nouvelle Donne ne s'est pas encore préparé. « Pour l'instant, on a du mal à passer le mur des périphéries, admet Jean-Marie Perbost. Là-bas, on ne parle pas de la BCE (Banque centrale européenne - ndlr), il faut qu'on trouve les mots et il faut déjà rendre la parole. Nous devrions probablement y aller avec des interprètes, au sens sociaux. Il faut encore qu'on y travaille. » L'aveu de faiblesse est salutaire, il témoigne néanmoins d'une question commune à la plupart des partis politiques : à qui s'adressent-ils, qui représentent-ils ? Et d'une difficulté toujours non résolue d'intéresser au-delà du cercle d'académiciens, de décideurs, d'intellectuels. À la différence de nombreux partis politiques qui prétendent s'intéresser au sort des habitants des territoires relégués, Nouvelle Donne a au moins le courage d'avancer son incapacité (temporaire) à répondre à des problématiques propres aux banlieues. « Je ne pense pas que les Verts avaient dès leur naissance un avis sur tout », rétorque Isabelle Attard, la seule députée Nouvelle Donne.

Nouvelle Donne s'est construit sur quatre piliers : l'économie, l'écologie, le social et le renouvellement des pratiques politiques. Dans chacun de ces pôles, l'angle économique prédomine. L'influence du fondateur du parti spécialiste des questions économiques, Pierre Larrouturou, y est pour quelque chose. Ce fana des graphiques ne se balade jamais sans un stylo et une feuille de papier pour dessiner des courbes qui expliquent mieux que n'importe quel argument les inégalités qui se creusent, le budget des États miné par la dette, le niveau des taux d'intérêt auxquels prête la Troïka aux pays qui ont le plus souffert de la crise. « Ça fait vingt ans que je répète la même chose mais hélas tous les mois il y a des choses qui viennent confirmer ce que je raconte, qu'il n'y aura plus de croissance économique, qu'il faut diminuer le temps de travail. Je remets simplement à jour chaque année la courbe de la croissance », ironise-t-il.



P i e r r e
Larrouturou, co-
fondateur de
Nouvelle Donne
© Yannick
Sanchez

Pierre Larrouturou est un vieux routier de la politique. Entré au parti socialiste à la fin des années 1980, il l'a quitté à trois reprises et la dernière fois qu'il y est revenu, ce n'est pas plus tard qu'en 2012 après la victoire de François Hollande. Au congrès de Toulouse des 26 au 28 octobre de la même année, la motion qu'il signe avec Stéphane Hessel emporte même près de 12 % des voix. Mais Pierre Larrouturou roule surtout pour lui-même. En 1995, il est déjà candidat aux élections présidentielles mais ne parvient à obtenir les 500 signatures. En 1998, Libération écrit qu'il « n'est pas loin d'adhérer au PRG ». En 2002, il se représente aux présidentielles sous la bannière de son nouveau parti qu'il a baptisé... Nouvelle Donne. Et ré-adhère au PS juste après la défaite de Lionel Jospin. Avant de quitter à nouveau le parti en 2009 pour rejoindre les Verts.

Nouvelle Donne est-il de gauche ou de droite ? « Notre objectif, c'est de créer une contre-révolution culturelle qui va sortir des clivages gauche-droite », déclare le nouveau porte-parole du parti Joseph BouSSION. En interne, les gens ne parlent pourtant que d'alliances avec EELV et le Front de gauche aux prochaines élections. Et vu la réaction de Pierre Larrouturou, mi-étonné mi-moqueur à la récente annonce qu'un maire de droite puisse vouloir adhérer à Nouvelle Donne, le parti ne semble pas s'affranchir de l'échiquier politique traditionnel droite-gauche.

La négation des problèmes en interne

Sur le plan institutionnel, Nouvelle Donne s'est doté d'instances visant à renouveler les méthodes des vieux partis politiques. Avec d'un côté un bureau national où siègent des représentant(e)s élu(e)s au suffrage majoritaire et de l'autre un conseil citoyen, sorte de parlement interne organisé en commissions thématiques d'où sont censées émerger les idées du parti. Les membres du conseil citoyen, paritaire, sont élus par un jury d'adhérents tirés au sort, dix hommes, dix femmes. Aucun cumul des fonctions en interne ou en externe n'est permis. La députée du Calvados Isabelle Attard a ainsi dû quitter cette année son poste de co-présidente du parti.

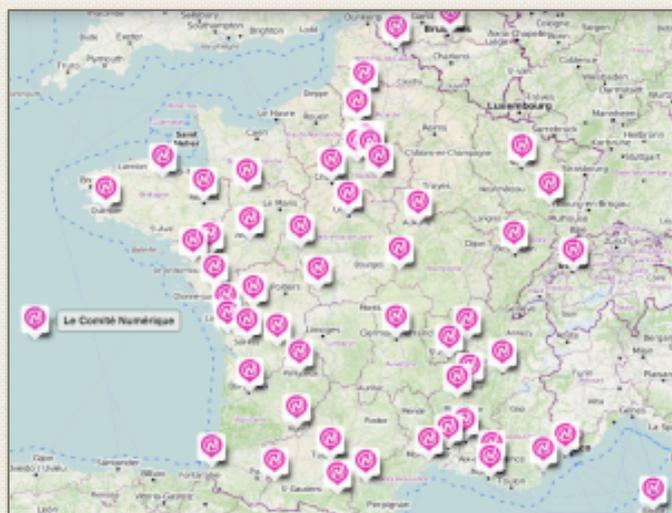
Chaque personne qui exerce des responsabilités dans le parti doit soumettre son CV, une lettre d'attention ainsi qu'une vidéo de présentation de sa candidature.

Nouvelle Donne est un des rares partis politiques (si ce n'est le seul) à rendre toutes ces informations publiques et aisément accessibles sur son site web.



Dépouillement des urnes lors du vote pour les nouveaux statuts de Nouvelle Donne © Yannick Sanchez

Comme dans tout parti politique, les instances nationales ont un ancrage local qui prend ici le nom de collectifs. Nouvelle Donne en compte une



Le réseau national des collectifs citoyens © Capture d'écran du site de Nouvelle Donne

Ces collectifs ont une assez grande marge de manœuvre quant aux idées qu'ils souhaitent mettre en débat. Tous suivent la charte éthique qui définit certains grands principes de transparence et de démocratie tels que le non-cumul des mandats, la liberté d'expression, le respect de la contradiction ou encore la publication des déclarations d'intérêts de chaque élu. La « justice sociale », « l'éradication de la pauvreté » ou encore « le respect des écosystèmes et du vivant » figurent parmi la liste des priorités inscrites dans la charte. Sur le plan des idées, plusieurs adhérents estiment être tout à fait libres de débattre de ce qu'ils souhaitent. Ce qui correspond au point numéro 20 de la charte : « Nous inventons et construisons une forme politique moderne, décentralisée, organisée en réseau, donnant les moyens à chacune et chacun de participer à un exercice démocratique plein et entier. »

Les nouveaux statuts soumis au vote des adhérents le 31 janvier 2015 éludent cependant un certain nombre d'aspects. L'ensemble du texte fait notamment référence à un règlement intérieur qui n'a pas encore été écrit : « D'autres droits et devoirs de l'adhérent peuvent être précisés au Règlement intérieur national », peut-on par exemple lire à l'article 5.

<https://www.scribd.com/doc/257255660/Statuts-de-Nouvelle-Donne-votes-le-31-01-15>

Certains collectifs ont voulu débattre des statuts en proposant une autre vision. C'est le cas de plusieurs collectifs (Alsace, Charente, Drôme-Ardèche entre autres). Ces derniers estiment avoir été « censurés » et avoir fait l'objet de représailles alors qu'ils questionnaient les nouvelles formes organisationnelles du parti. « Tous ceux qui voulaient qu'on parte de la base pour organiser le mouvement ont été écartés, stigmatisés », déclare Jean-François Saunoi, ancien responsable du comité local de Saintonge (à cheval sur cinq départements dans le nord de l'Aquitaine). « Tous ceux qui étaient opposés aux statuts n'ont pas pu s'exprimer », assure celui qui préside une association de déçus de Nouvelle Donne, les « néodoniens ». « Ils essaient de nous faire croire que tout part de la base mais tout se gère au bureau national », affirme Sylvia Langin, ancienne membre du collectif Drôme-Ardèche et également « néodonienne ». « Nous n'avons par exemple pas accès au fichier des adhérents. J'ai voulu envoyer des convocations aux membres du collectif mais on m'a empêchée de les diffuser », jure-t-elle.

Un petit tour sur l'intranet de Nouvelle Donne permet de voir l'arrière-vitrine du parti. Ce qui en ressort fait état de violentes querelles internes. L'ancien responsable de l'équipe numérique, Emmanuel Chaumery, devenu le 31 janvier dernier secrétaire national, n'a pas hésité à insulter les « néodoniens », « tout ce petit monde de peigne-cul », cette « bande de connards », sur le forum interne accessible aux 11 000 adhérents.

« Personnellement, j'attends que les statuts soient votés pour lancer une opération de fottage de mon pied au cul à cette bande de salopards qui ne méritent que ça », écrit-il encore avant de répudier la charte éthique. « Qu'on ne me mette pas la charte en face de mes écrits, je m'en cogne. » Face à cette situation, Pierre Larrourou se montre évasif, niant qu'il puisse y avoir des problèmes dans son entourage politique.

Pierre Larrourou évoque plus volontiers ses soutiens, multiples : de la sociologue Dominique Méda à Bruno Gaccio, l'ancien parolier des Guignols de l'info sur Canal Plus, en passant par Michel Fugain. Certains pourraient s'avérer encombrants. Bruno Gaccio qui a lancé Nouvelle Donne avec Pierre Larrourou a par exemple coécrit un livre avec Dieudonné en 2010 où il défend la liberté d'expression de l'humoriste déjà plusieurs fois condamné. « Avec Dieudo, ce qui semble problématique, c'est qu'il donne l'impression de ne pas toujours être un personnage (...) un humoriste est protégé par son statut », affirme-t-il dans un entretien réalisé au Théâtre de la main d'or.

DIEUDONNE et Bruno Gaccio à la main d'or "peut-on tout dire"

http://www.dailymotion.com/video/xl6bxb_dieudonne-et-bruno-gaccio-a-la-main-d-or-peut-on-tout-dire_webcam

Il arrive même que Pierre Larrourou s'invente des soutiens imaginaires. « Laurent Pinatel (président de la confédération paysanne) m'a dit qu'il voterait pour Nouvelle Donne », a-t-il affirmé à Mediapart. Ce dont se défend formellement l'intéressé. « J'apprécie beaucoup Pierre Larrourou. J'ai fait un choix de vie syndical. J'ai été élu sans étiquette sur ma commune durant dix ans. Je ne soutiens aucun parti et aucun candidat. » L'urgentiste Patrick Pelloux, membre de la rédaction de Charlie Hebdo, avait également accusé Pierre Larrourou d'avoir utilisé son image sur des tracts de campagne sans son accord. « Je voulais les idées et ils ne voulaient que mon image », avait-il affirmé. Edgar Morin s'était lui aussi senti dans l'obligation de faire un démenti quant son soutien présumé à Nouvelle Donne. « Des quiproquos comme ceux-là, il y en a tous les jours », témoigne le co-fondateur du parti Patrick Beauvillard qui a fini par quitter le mouvement l'année dernière mais qui apparaît toujours sur le site du parti dans la section « Je m'engage ».



Edgar Morin @edgarmorinparis

En dépit sympathie ne suis pas adhérent Nouvelle Donne, ne voterai pas pour européennes. Suis indépendant de tout parti. A faire savoir E.M.

« Même s'ils sont probablement bienveillants à l'égard de ce que l'on fait, je me suis rendu compte très vite que ces gens-là n'étaient pas autour de la table, affirme Patrick Beauvillard.

Cela résulte d'une confusion entre ses rêves et ses réalités, ce que l'on croit avoir fait passer comme idée et ce qui est vraiment passé chez l'autre. » « Patrick n'était pas d'accord avec notre stratégie », répond simplement Isabelle Attard.

Le cas d'Isabelle Maurer – ancienne employée au RSA qui s'est fait connaître pour avoir tenu tête publiquement à Jean-François Coppé – est emblématique d'une situation qui pourrait rapidement se détériorer. Alors que le co-fondateur de Nouvelle Donne affirme encore aujourd'hui qu'il n'y a aucun conflit avec l'ancienne tête de liste aux européennes pour le Grand Est et qu'elle sera sûrement candidate aux cantonales, cette dernière n'est pas de cet avis. Elle avait d'ailleurs publié une lettre de démission que le parti avait refusé de diffuser à ses adhérents. « Les instances de direction de ce parti ne mettent pas en pratique les belles valeurs énoncées et dont elles se prévalent, écrit-elle. C'est donc sur la manière de conduire le parti au quotidien que j'ai été de plus en plus en désaccord, et en aucun cas sur le projet. »

Le départ d'Isabelle Maurer, dont le profil n'a pas non plus été enlevé du site du parti, que nie Pierre Larrouturou, illustre les dysfonctionnements en interne. Alors qu'elle est choisie début 2014 pour être tête de liste pour la région Grand Est aux européennes, elle doit avancer tous les frais de campagne. « À candidat exceptionnel, moyens exceptionnels », analyse Julia Pavlowitch, son éditrice. « Un parti qui prône l'aide aux plus pauvres et qui n'aide pas une de ses candidates au RSA, c'est un manquement grave. Dans le cas d'Isabelle, ça a été un véritable suicide, elle faisait campagne mais n'avait pas de quoi bouffer. »

Pierre Larrouturou et Isabelle Attard concèdent des erreurs qu'ils mettent sous le coup de la jeunesse du parti. « On n'a pas su accompagner avec des directeurs de campagne certains de nos candidats », affirme Isabelle Attard. « Elle aurait pu vraiment incarner les valeurs de solidarité de Nouvelle Donne mais elle s'est retrouvée seule après la campagne, sans connaissance de l'appareil », ajoute son éditrice.



Congrès national de Nouvelle Donne à Montreuil, le 31 janvier 2015 © Yannick Sanchez

Aussi dommageables puissent être ces erreurs, « aucun parti n'est parfait », déclare Pierre Larrouturou. Des départs si brutaux posent question quant à la capacité de proposer une alternative crédible aux partis politiques actuels. Patrick Beauvillard, un des co-fondateurs de Nouvelle Donne, ne se fait plus d'illusions. « Je crois que ce parti va dans le mur », affirme-t-il. Celui qui a pensé le fonctionnement interne du parti confie avoir définitivement tiré un trait sur Nouvelle Donne à l'issue d'un dîner avec Pierre Larrouturou, Isabelle Attard et Jean-Luc Mélenchon. « On discutait d'inverse de ce que l'on venait de défendre en conseil national trois heures avant, on faisait du politicien. Je ne veux plus être complice de ce genre de trucs, conclut-il, faire semblant de décider collectivement alors qu'à la fin les décisions sont prises par une seule personne. »

Avec un chef de parti qui a plus de vingt ans d'expérience politique derrière lui, des querelles internes qui phagocytent les débats de fond, certains peinent à voir le renouvellement de la vie démocratique que prône Nouvelle Donne. « Attention de ne pas transformer la juste cause en patriotisme de parti », alerte le député PS frondeur Pouria Amirshahi. Alors que les dernières législatives partielles dans le Doubs n'ont vu que 40 % des inscrits aller voter, l'enjeu est de taille. Un nouveau parti politique peut-il encore se permettre de ne pas être irréprochable ?

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Échange musclé entre Jérôme Guedj (PS) et Georges Tron (UMP) sur fond d'accusation de viol



Cyril Morin pour Le Lab
lelab@europe1.fr

scandaleuses. Il faut dire que Monsieur Guedj est bien placé pour nous en parler puisque ce sont les militants socialistes qui mettent dans les boîtes aux lettres les photocopies des journaux sur ce qu'on appelle mon affaire. [...] Dire n'importe quoi ou insulter les gens, ça me laisse totalement indifférent parce que cela vient de vous. Vous êtes un homme qui utilise des méthodes basses parce que votre façon de réfléchir est basse. Je vous le dis très concrètement. Je suis innocent et vous êtes sale.

Un échange, d'une durée de quatre minutes, isolé par France 3, à retrouver ci-dessous :

<http://youtu.be/gboBEz5Ni-o>

lelab.europe1.fr

DÉBAT PACIFIQUE - La campagne pour les départementales est lancée en Essonne. Le samedi 28 février, France 3 Ile-de-France organisait un débat entre les différents candidats dans le département. Étaient présents Georges Tron (UMP), Jérôme Guedj (PS), Audrey Guibert (FN) et Mounia Benaili (Front de Gauche). Mais ce sont bien les deux premiers qui se sont violemment attaqués sur le plateau de la chaîne.

Alors que Georges Tron finit d'échanger avec Audrey Guibert, Jérôme Guedj prend la parole pour attaquer frontalement le maire de Draveil. Voici ce qu'il déclare :

“ J'ai vu de la fièvre et de l'agressivité, M. Tron, quand a été évoquée la question de la droite affairiste. Je vais dire les choses très calmement. Vous êtes renvoyé aux assises pour viol. C'est une affaire personnelle. [...] Je regrette que pour laver votre affront personnel, c'est comme cela que vous le dessinez, le nommez, vous vous soyez engagé dans cette bataille. Je tenais à vous le dire car malheureusement, la campagne va être pervertie par cela.

Alors que l'ancien député frondeur termine son attaque, Georges Tron garde le silence avant de répondre en accusant Jérôme Guedj d'être "sale". Voici ce qu'il répond :

“ Faut-il que Monsieur Guedj ait peur ? Faut-il que Monsieur Guedj ait très très peur pour en arriver à dire des choses si

VII) Pour Henri Emmanuelli, la ligne politique de Manuel Valls pourrait être "mortifère pour la gauche"



Cyril Morin pour Le Lab
lelab@europe1.fr



CAMARADES - Henri Emmanuelli sort de sa réserve. Celui qui a signé la contribution de Benoît Hamon en vue du congrès du PS, qui se déroulera à Poitiers les 5, 6 et 7 juin, a décidé de briguer un nouveau mandat de président du Conseil général des Landes. Et pour ce faire, il se démarque de la ligne gouvernementale. Au JDD, daté du 1er mars, il justifie sa démarche en expliquant que "ce n'est pas le moment de tourner le dos".

Et si Henri Emmanuelli "aime l'entreprise", comme le polyglotte Manuel Valls, il aime

beaucoup moins l'attitude du Premier ministre et sa "politique de provocation". A l'approche du congrès PS, il avertit l'ancien maire d'Évry que sa ligne n'est pas celle voulue par le parti. Voici ce qu'il déclare :

“ Si le congrès servait à imposer une ligne Valls, une ligne sociale-libérale qui n'est pas majoritaire au sein du PS, ce serait une faute politique majeure et ce serait mortifère pour la gauche. S'ils veulent nous écraser, alors oui, il y aurait un risque d'implosion, de scission.

Mais le Premier ministre n'est pas le seul dans le viseur de l'ancien premier secrétaire du PS. Emmanuel Macron et ses avertissements à l'égard des frondeurs (comme ici, ici ou ici) ont déplu à Henri Emmanuelli. Voici ce qu'il déclare à propos du ministre de l'Économie :

“ Il est sympathique, mais il n'est pas fait pour la politique si c'est ainsi qu'il prend les choses.

Autre membre du PS visé : Bruno Le Roux, le président du groupe socialiste à l'Assemblée. En cause : l'autoritarisme de celui-ci. Le 25 février, ce dernier avait écrit aux députés PS pour leur signifier qu'il pourrait dorénavant en référer à Jean-Christophe Cambadélis, patron du PS, si certains députés décidaient de ne pas respecter les consignes de vote. Du coup, Emmanuelli se lance dans le petit jeu des comparaisons :

“ Il ne faut pas qu'il se prenne pour le sergent Garcia.

Sergent Garcia? Mais si, vous savez, le fidèle adversaire de Zorro qu'il prenait un malin plaisir à le ridiculiser.

Pas sûr que cela plaise à Bruno Le Roux qui a fait acte d'autorité en demandant la démission de Gérard Bapt de la présidence du groupe d'amitié France-Syrie le 26 février.

lelab.europe1.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VIII) Frondeurs, zadistes, conservateurs, eurocrates... Ceux qui bloquent la France



Par Ghislaine Ottenheimer

Elus, syndicalistes, fonctionnaires ou citoyens... ils se mettent en travers de ceux qui, hommes politiques ou chefs d'entreprise, tentent de réformer, bâtir, développer. Tour d'horizon des pros de la contestation



Les députés PS Aurélie Filippetti et Benoît Hamon, le 13 février, à l'Assemblée nationale, lors de la discussion sur le projet de loi Macron.

Ce sont des fâcheux. Des emmerdeurs. Des empêcheurs. Ils n'ont de cesse de se mettre en travers de la route de ceux qui – politiques ou industriels – tentent d'avancer, de bâtir, de développer. Ils sont minoritaires, identitaires, réfractaires, révolutionnaires : zadistes de Notre-Dame-des-Landes, syndicalistes de FO, ayatollahs de l'environnement, pourfendeurs du travail dominical, prosélytes de la norme, riverains chicaneurs... Pour bloquer, empêcher, ils usent de toutes les armes : occupation physique, procédures tatillonnes, droits de recours. Ils font tourner en bourrique les puissants. Eux, se vivent comme des résistants. A la loi de l'argent, à la raison du plus fort, à la gabegie environnementale. En un mot, au tout-libéral.

C'est aussi le combat des "frondeurs", qui se sont opposés à la loi Macron, en affirmant qu'ils ne se reconnaissaient pas dans l'orientation du gouvernement Valls. "La démocratie repose sur des règles, explique le député François Lamy. J'ai été élu sur des propositions. Bien sûr, elles peuvent évoluer, mais ce n'est pas seulement le groupe ou le gouvernement qui décident ! La légitimité a plusieurs sources."

Dans les démocraties modernes, il ne suffit plus

de détenir l'autorité pour gouverner. Il faut convaincre, légitimer son action, déjouer les pièges, négocier ses soutiens, sous peine de se fracasser contre l'inertie des innombrables résistances. Comme vient d'en faire l'expérience le ministre de l'Economie, faute d'avoir noué les compromis nécessaires. Lui qui avait pourtant explosé tous les records de présence pour défendre sa loi. Quatre-vingt-deux heures de débat en commission spéciale, cent onze heures dans l'hémicycle, 495 amendements adoptés en commission, 559 en séance. Du jamais-vu. Pour un total de 106 articles, dont l'énoncé remplit 246 pages ! En dépit de tout cela, le gouvernement a été contraint de sortir l'arme fatale du 49-3.

La quête de "scalps"

Quand il était secrétaire général adjoint de l'Elysée, Emmanuel Macron réclamait des "scalps". Des symboles pour bien faire comprendre que le pays bougeait, que l'ordre ancien était aboli. Et avec sa loi, le ministre de l'Economie ne s'en est pas privé. Il s'est attaqué à une multitude de tabous de gauche : travail le dimanche, procédure de licenciement collectif, justice prud'homale, distribution de stock-options. Son discours même était un concentré de transgression pour une majorité socialiste : croissance, concurrence, compétitivité. Sans compter ce commentaire iconoclaste au micro de BFM : "Si j'étais chômeur, je n'attendrais pas tout de l'autre, j'essaierais de me battre."

C'est Benoît Hamon qui a déclenché la rébellion. Le 14 février, une semaine avant le vote, l'ancien ministre de l'Education s'invite in extremis dans le débat, avec l'ambition de fédérer la gauche de la gauche, en prévision du congrès du PS, où il veut s'affirmer comme le challenger de Manuel Valls. Il demande au ministre de l'Economie d'inscrire dans le texte un plancher de rémunération à 1,2 fois le salaire pour tout salarié acceptant de travailler le dimanche. Un geste qui pourrait, selon lui, donner une coloration sociale au texte et rassembler les "frondeurs".

Le ministre, qui a déjà beaucoup reculé, écoute, rappelle qu'il a fait des concessions en séance : 30% de salaire en plus pour les employés des grandes surfaces alimentaires le dimanche matin et intégration des jours fériés dans les douze dimanches ouvrés. Mais il ne donne pas suite. Le travail du dimanche est devenu le scalp, le symbole absolu. L'autorité et la crédibilité du gouvernement sont en jeu. Manuel Valls veille au grain. Pas question de faire un cadeau à la gauche du parti, et encore moins à Benoît Hamon, proche

de Martine Aubry.

Centristes avec les "frondeurs"

Durant toute la semaine, des parlementaires mettent en garde Bercy sur un risque de crash. En vain. Le gouvernement a brûlé toutes ses cartouches. A force de céder aux lobbys, à sa majorité, peu à peu, il a édulcoré sa loi. Bientôt elle ne ressemblera plus à rien ! Ce qui était prévisible arrive donc : le 15 février, invité de RTL, Benoît Hamon affirme qu'il ne votera pas la loi Macron. Pour le Premier ministre, c'est un affront. Cette parole cristallise les oppositions, libère les réticences. "C'est lui qui a fixé les contre, confie Yves Colmou, le conseiller de Manuel Valls. Il veut regagner le leadership sur la gauche du PS, alors qu'il est accusé d'avoir été à la soupe."

Évalué autour de 15 jusqu'à ce dimanche fatidique, le nombre de non monte à 25. Plus 20 abstentions. C'est l'estocade. De leur côté, les centristes passent de la bienveillance au vote contre. Jean-Christophe Lagarde, le patron de l'UDI, prévient : "Nous sommes en train de tomber dans un piège. C'est notre abstention qui peut faire passer la loi." A six semaines des départementales, il veut ne pas apparaître comme la force d'appoint du PS. C'est le coup de grâce.

Emmanuel Macron, novice au Parlement, et néophyte au Parti socialiste n'a pas su hiérarchiser ses alliances, monnayer ses concessions, travailler au corps les élus. Bref, faire ce qu'il appelle dédaigneusement "de la vieille politique". Se compromettre avec une gauche qui, a-t-il dit, "ne fait rien, ne sert à rien". Il s'est laissé enfermer dans un dialogue parlementaire classique, avec des spécialistes.

Quinze jours plus tôt ses équipes se vantaient même d'avoir fait passer subrepticement des dispositions très probusiness, sur l'actionnariat des salariés ou les licenciements collectifs. Et se félicitaient d'avoir enrôlé certains "frondeurs" dans leur dispositif, dont le député du Loir-et-Cher Denys Robiliard comme rapporteur. "Il n'a pas vu que Denys Robiliard, qui est un avocat du droit du travail, n'avait qu'un objectif : réformer les prud'hommes, s'amuse un "frondeur". Le reste, il ne s'en est pas occupé". D'ailleurs, le député du Loir-et-Cher, qui a été traité de renégat, s'est défendu en ces termes : "Cette loi, le travail parlementaire l'a rendue bien meilleure qu'elle ne l'était à l'origine. Comme rapporteur, je me suis occupé des sujets liés aux procédures de licenciement économique et aux prud'hommes."

Emmanuel Macron a mal évalué les rapports de forces, il n'a pas vu arriver la manœuvre des "frondeurs" restés en retrait dans un premier temps. Ceux-ci se plaignent de ne jamais avoir été invités à discuter avec le ministre. En bons tacticiens du palais Bourbon, ils ont attendu la dernière ligne droite pour le mettre au pied du mur. Mais le Premier ministre et le ministre de l'Economie ne sont pas les principaux fautifs de cet échec. Depuis le début du quinquennat, les "frondeurs" ferraillent contre la politique de compétitivité décrétée par le chef de l'Etat. Une politique qui ne correspond pas à ses engagements, et qui ne donne pas de résultats ! Déjà au lendemain de la déroute des municipales, en avril 2014, les "frondeurs" avaient signé un "appel des 100", pour réclamer une nouvelle orientation politique...

"Manuel Valls est illégitime"

"Si vous reprenez la position du PS, et les 60 propositions de François Hollande, c'est nous qui sommes respectueux de la ligne du parti, affirme Christian Paul. Et Manuel Valls qui est illégitime !" Et de rappeler que sur le travail du dimanche, il y a un mois, le bureau national du PS avait tranché en faveur de sept dimanches et pas douze. Jean-Marc Germain, proche de la maire de Lille, renchérit : "Sur un certain nombre de points, cette loi va à l'encontre de nos engagements. Que des libéraux détricotent le droit du travail, OK s'ils ont été élus pour cela. Mais pas nous. Nous ne sommes pas des empêcheurs. Au contraire, nous voulons être une force de proposition. En faveur de l'investissement dans la mutation numérique, dans la transition énergétique, dans la reconstruction des banlieues, dans la modernisation de la gestion des urgences hospitalières..."

Parmi ces "frondeurs", qui se mettent en travers de l'évolution sociale-libérale du gouvernement, il y a une poignée d'irréductibles. "Des idéologues, qui n'en ont rien à cirer, qui sont loin des réalités", comme les décrit un proche du Premier ministre. Mais une grande majorité se rebelle avant tout contre le mode de gouvernance de l'exécutif. "Ils gouvernent par injonction, et non par contrat !" s'indigne Christian Paul, qui qualifie sa démarche, de "mouvement d'émancipation parlementaire".

Marques d'autorité

En ayant recours au 49-3, pour faire adopter la loi Macron, le gouvernement sauve les apparences. Mieux, Manuel Valls renforce son image d'autorité. Et il affirme, vis-à-vis de Bruxelles, sa

volonté d'engager des réformes. Mais l'avenir apparaît compliqué. Au lendemain des élections départementales, qu'on annonce calamiteuses pour le PS, à quelques semaines du congrès du PS, la pression va monter, à gauche, pour exiger une réorientation de la politique gouvernementale.

En démocratie, difficile de contrer des empêcheurs déterminés. Il faut un savant dosage de dialogue (conseils de quartier, débats parlementaires) et de marques d'autorité (CRS et 49-3). Mais une chose est sûre, plus le contrat passé avec les citoyens est clair, plus le dialogue est abouti, plus les procédures sont respectées, moins on laisse de prises aux empêcheurs. François Hollande paiera longtemps les saillies de sa campagne destinées à rassurer la gauche de la gauche. Et l'absence totale de pédagogie en faveur de cette "République qui crée, qui innove, qui produit" qu'il a vantée lors de sa conférence de presse du 5 février 2015.

challenges.fr

IX) François Hollande devrait rencontrer les députés "frondeurs" au cours du mois de mars



Hollande face aux divisions internes au PS. © PHILIPPE WOJAZER / POOL / AFP



Cyril Morin pour Le Lab
lelab@europe1.fr

François Hollande a beau les qualifier de "complètement dingos", les députés "frondeurs" sont en passe d'être écoutés. Ou au moins reçus. Comme le révèle un confidentiel du JDD dimanche 1er mars, les députés Laurent Baumel, Christian Paul, Pouria Amirshahi et d'autres devraient s'entretenir courant mars avec François Hollande. Si le lieu reste à déterminer, la

rencontre devrait se faire dans la première quinzaine du mois.

Une rencontre qui pourrait être placée sous le signe de la réconciliation après l'épisode du 49-3 sur la loi Macron. C'est surtout à l'approche des élections départementales que le président de la République rencontrera les députés qu'il accuse d'avoir "cassé l'esprit du 11 janvier".

Il n'y a pas que le Président qui a eu des mots durs envers eux. Après avoir répondu qu'il aurait bien "cassé la gueule" de tout le monde à l'Assemblée, le ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, avait qualifié les "frondeurs" de "foyer infectieux".

lelab.europe1

MAIS AUSSI :

Benoît Hamon propose ironiquement aux vallsistes de créer "le parti pragmatique"



Benoît Hamon fustigeant "la gauche pragmatique" de Valls. © STEPHANE DE SAKUTIN / AFP



Sébastien Tronche
sebastien.tronche@europe1.fr

Ils se sont alliés pour faire tomber Jean-Marc Ayrault. Mais ça, c'était avant. Avant que Manuel Valls ne démissionne manu militari Benoît Hamon du gouvernement, en même temps qu'Arnaud Montebourg et Aurélie Filippetti, fin août 2014. Depuis, la guerre est ouverte entre le Premier ministre, tenant de l'aile sociale-démocrate du PS et Benoît Hamon, tenant de l'aile gauche du parti de la rue de Solferino.

Accusé de représenter "la gauche passéiste", à

laquelle Manuel Valls oppose la gauche "pragmatique et réformiste", Benoît Hamon a également été pointé du doigt par le gouvernement pour avoir exprimé une virulente opposition à la loi Macron, obligeant, parmi d'autres élus PS opposés au texte, Manuel Valls à recourir à "l'arme atomique" du 49.3.

Dans une interview qu'il a accordée à Mediapart, le 24 février, l'ancien ministre de l'Éducation nationale estime avoir "fait l'erreur de croire que Manuel Valls modifierait le cap". Et ajoute, envers les "vallsistes" sur la loi Macron :

“ A bien des égards, nous y découpons ce que les lois Auroux avaient obtenu en 1982 en faveur des salariés. Quand un texte est encensé par le premier quotidien libéral français et qu'il manque d'être voté par plusieurs parlementaires de l'UMP et l'UDI, c'est que quelque part, la question de sa carte d'identité politique est posée.

Il poursuit, proposant ironiquement aux partisans de la ligne Valls de créer "le parti pragmatique" :

“ On peut appeler ça du pragmatisme. C'est un peu l'air du temps, il n'y aurait plus de solutions de gauche ou de droite mais des réponses efficaces ou inefficaces. Si c'est le cas, j'invite les partisans du pragmatisme à créer le parti pragmatique. Ce parti devrait selon leur raisonnement gagner toutes les élections.

Cette saillie du député PS des Yvelines fait suite à plusieurs passes d'armes entre lui et le Premier ministre. Après avoir annoncé sa volonté de voter contre la loi Macron, Manuel Valls avait rétorqué :

“ Les postures, c'est fini.

Porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll avait également pesté contre Benoît Hamon, en octobre 2014, l'invitant même à quitter le PS.

Ce mercredi 25 février, dans Le Canard Enchaîné, Manuel Valls poursuit aussi sa croisade contre son ancien ministre. Un Benoît Hamon qu'il juge "puéril", "infantile", "qui ne pense qu'à une chose, jouer le Congrès" et qui "se comporte comme un ancien président des Jeunes socialistes".

En s'opposant à la loi Macron, Benoît Hamon a pris, selon ses détracteurs, la tête des "frondeurs".

Des frondeurs qui font également les frais du couple exécutif. Selon le palmipède, ceux-ci sont, pour Manuel Valls, "des abrutis", "des enfants gâtés" voire "pour certains, des salopards".

Quant à Christian Paul, l'un des chefs de file de ces députés PS rebelles, ces "dingos d'avoir cassé l'esprit du 11 janvier à un mois des départementales", dicit François Hollande, Manuel Valls le qualifie d'aigri.

“ Un aigri qui croyait qu'il serait un grand ministre, alors qu'il n'est rien.

europel

LAPRESSEENREVUE.EU

VAL-DE-MARNE
ELECTIONS DEPARTEMENTALES



**ÉLECTIONS
DÉPARTEMENTALES**
22 & 29 MARS 2015

LAPRESSEENREVUE.EU

Les nouveaux articles sont à la suite...

1) Départementales : le PS Val de Marne menace de ne pas constituer de majorité avec le PCF

Par C.Dubois



Entre le soutien du PCF Val de Marne et du président sortant Christian Favier à la candidate PS dissidente de Fresnes – L'Haÿ-les-

-Roses et la décision du groupe Front de Gauche de voter la motion de censure contre le gouvernement à l'Assemblée nationale, aux côtés de l'UMP et du FN, la coupe est pleine pour le PS du Val de Marne.

« Nous nous battons jusqu'au bout pour conserver la majorité du Val de Marne à gauche et il n'y aucune ambiguïté sur le fait que nous appellerons à voter pour un candidat PCF s'il est le mieux placé à gauche au second tour, mais nous nous réservons le droit d'être ou non dans la majorité une fois les élections achevées, en fonction de la manière dont se sera déroulée la campagne », prévient Luc Carvounas, premier fédéral du PS Val de Marne. « Nous préférons, avec Abraham Johnson, président du groupe socialiste et républicain au sein du Conseil général, être un groupe sans délégation d'exécutif mais un groupe qui pèse, ajoute le sénateur-maire PS d'Alfortville, excédé par les dernières prises de position locales et nationales de son allié. Mais je rappelle à mes camarades communistes que les faiseurs de roi dans une assemblée de gauche demain, et ce quel que soit le rapport de force, seront les Socialistes! »

Voilà qui est clairement énoncé. A noter que la prise de position du groupe ne concerne que le PS et pas le MRC, associé au PS au sein du groupe socialiste et républicain du Conseil général.



Eprard dit :

19 février 2015 à 1 h 04 min

LAMENTABLE !

On se fou complètement de l'intérêt des Val de Marnais.

Seules les stratégies politiciennes intéressent le va t en guerre Carvounas !

Pourtant depuis qu'il est 1 secrétaire du PS 94, son bilan est peu glorieux.

Exception faites de son siège au Sénat, qu'il s'est octroyé.

Alfortville, oublie Mr Carvounas qui ne s'intéresse qu'à sa personne, et « son » parti. Rien à cirer du reste, comme le démontre ses déclarations ici.



ST dit :

19 février 2015 à 9 h 19 min

Ah Mr Carvounas... La menace par la l'ultimatum et le chantage. Au passage faudrait lui préciser que dans une République il est malvenu de « faire des rois »... Enfin vu la politique mis en place par ses amis politiques, peut être doit-on s'y attendre...

Il n'y a plus d'union de la gauche possible avec le PS simplement car la politique menée par ses dirigeants actuels n'est plus de gauche... Il serait grand temps, à la veille de leur congrès que les militants PS s'en rendent compte.



anne dit :

19 février 2015 à 10 h 56 min | Signaler un abus

Voilà des décennies que le PS fait semblant d'être compagnon du PCF pour l'affaiblir. On vivait mieux quand le PCF faisait 23 %.

la loi Macron est une honte et c'est normal de tout faire pour l'abattre.

Il conviendrait que le gouvernement qui s' est travesti en hommes de Gauche retire son déguisement et se présente comme il est : de Droite.

Il y a des honnêtes gens au PS et c'est à eux de retirer le masque des usurpateurs. le chantage est inadmissible.

94.Citoyens

2) L'imposture

Ils sont charmants, mais un peu décalés de la vie politique locale au Kremlin-Bicêtre dans le Val-de-Marne.



Pourquoi décalé ?

Parce que cette liste de candidats socialistes a été décidée sans aucune consultation des militants du PS local, comme pour l'élection primaire (truquée!) de la première socialiste du Kremlin-Bicêtre Geneviève El Malki, avec le secours et l'assistance de Luc Carvounas Sénateur-Maire d'Alforville et premier secrétaire fédéral le chef (grand) du Val-de-Marne...



Sur cette liste figure des illustres inconnus du Kremlin-Bicêtre.

Il ne faut toutefois pas oublier la participation et l'approbation de Jean-Luc Laurent député-maire du Kremlin-Bicêtre dans cette partition bien orchestrée...

De l'entre-soi comme d'habitude...quelque peu démocratique.

A vous de juger...

Christophe Frédéric-PRESSE EN REVUE

3) Paul Quiles est venu présenter la contribution Maintenant la gauche à Créteil

Dans le cadre de la préparation du Congrès du PS, Paul Quiles, ancien ministre de l'Intérieur, a présenté la contribution Maintenant la Gauche à

4) Le PS notifie son exclusion à Brigitte Tironneau

Le 18 février 2015 par C.Dubois -



Christophe Borgel, secrétaire national aux élections du PS, vient de notifier officiellement son exclusion à Brigitte Tironneau, conseillère générale sortante et

candidate dissidente aux départementales à Fresnes-L'Haÿ-les-Roses, en binôme avec le PCF Stéphane Coloneaux.

« Le secrétariat national du 17 février 2015 a constaté que ta candidature avait été déposée et que tu t'es de fait placée toi même en dehors du parti. En conséquence, le Bureau national du 24 février prochain prononcera ton exclusion. Nous te rappelons que tu ne saurais désormais te prévaloir du Parti socialiste, ni utiliser ses emblèmes ou logo », conclut la missive après avoir rappelé l'article 4.3.3 des statuts du parti indiquant que « sont réputés exclus les membres du Parti candidats à un poste électif pour lequel les instances du Parti ont investi un autre candidat. »

Cette candidature dissidente a eu des réactions en chaîne dans les relations diplomatiques PCF-PS. Le binôme dispose en effet du soutien du PCF, en plus de celui de l'ancien maire PS de L'Haÿ et conseiller général sortant Pierre Coilbault. Ce weekend, le soutien officiel du président sortant PCF du Conseil général, Christian Favier, aux deux candidats, a déclenché une vive réaction du PS qui a subséquemment retiré son soutien au président sortant dans son canton de Champigny. Une mesure suivie d'une réponse non moins véhémente du sénateur communiste.



Thomas dit :
18 février 2015 à 18 h 35 min
Encore un 49.3 de carvounas ! Et un nouveau salarié de la ville d'alforville comme candidat ! Militant socialiste du valde marne rien ne gêne? ?



mathieu dit :
19 février 2015 à 9 h 51 min
Evidemment, gardez vos roses elles piquent nous garderons nos poings levés pour la bonne cause.

A Suivre...
La Presse en Revue